



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

MINEPS V

5th International Conference of
Ministers and Senior Officials
Responsible for Physical Education
and Sport



ICSS
INTERNATIONAL CENTRE
FOR SPORT SECURITY

SHS/2015/PI/H/13

**RÉUNION DE SUIVI
DE LA CINQUIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE
DES MINISTRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES
RESPONSABLES DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE ET DU SPORT
(MINEPS V)**

**RÉUNION INTERNATIONALE D'EXPERTS SUR LA LUTTE CONTRE
LA MANIPULATION DES COMPÉTITIONS SPORTIVES**

Doha, Qatar, 16 et 17 septembre 2015

Rapport final

CONTENU DU RAPPORT

Remerciements.....2

RAPPORT GENERAL

Contexte de la réunion.....3

Débat général : principaux points.....5

Clôture de la réunion internationale des experts sur la lutte contre la
manipulation des compétitions sportives.....9

ANNEXES

1. Agenda

2. Liste des actions prioritaires

Remerciements

L'UNESCO tient tout d'abord à remercier l'ICSS qui a organisé et appuyé financièrement cette réunion. En effet, le professionnalisme des personnes impliquées dans la préparation de cet évènement et les excellentes conditions de travail ont largement contribué au bon déroulement de cette réunion et aux résultats positifs qui en ont résulté.

L'UNESCO tient également à remercier son excellence, Salah bin Ghanem bin Nasser Al Ali, Ministre des Sports du Qatar pour sa participation ainsi que le Gouvernement Qatari pour le soutien de cet évènement.

Nous souhaitons également exprimer notre gratitude aux intervenants et participants qui ont assisté à la réunion. L'intérêt qu'ils ont exprimé tout le long de ces deux jours de réunion et leurs expertises ont permis d'alimenter les débats et de mettre en évidence différentes actions considérées comme primordiales dans la lutte contre la manipulation des compétitions sportives.

Contexte de la Réunion

1. La première réunion de suivi de la cinquième Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS V) sur la thématique de la manipulation des compétitions sportives s'est tenue à Doha (Qatar) les 16 et 17 septembre 2015. Elle s'inscrit dans le cadre de la Commission III « Préserver l'intégrité du sport » de la Déclaration de Berlin.
2. Cette réunion internationale d'experts s'inscrit dans le prolongement des réflexions qui ont eu lieu en 2013. En effet, les Ministres du Sport se sont réunis lors de la 5^{ème} Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport organisée du 28 au 30 mai 2013 par l'UNESCO ([MINEPS V](#)) à laquelle ont participé 591 intervenants, dont 121 États membres représentés par plus de 50 ministres ainsi que plus de 150 représentants des organisations intergouvernementales et de la société civile spécialisée dans le domaine du sport et de l'éducation physique. Le document final de la Conférence, la [Déclaration de Berlin](#), a été élaboré grâce à un processus préparatoire collectif impliquant une centaine d'experts renommés ainsi que des institutions académiques.
3. A sa 37^e session, la Conférence générale de l'UNESCO (5 - 20 Novembre 2013) a discuté du suivi de MINEPS V sur la base d'un document d'information préparé par le Secrétariat ([37 C/INF.16](#)). La Conférence générale a encouragé le Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport (CIGEPE) à appuyer le suivi de la Déclaration de Berlin et le contrôle de sa mise en œuvre. La Conférence générale de l'UNESCO a également effectué des recommandations dans la perspective du suivi de la Déclaration de Berlin afin notamment de lutter contre la manipulation des compétitions sportives à travers les paris non réglementés, le crime organisé et la corruption. Dans le cadre de la session ordinaire du CIGEPE de 2014, le Centre International pour la Sécurité dans le Sport (ICSS) a exprimé son intérêt à jouer un rôle de chef de file dans la lutte contre la manipulation des compétitions sportives. A cet égard, « *l'ICSS entend particulièrement appuyer les activités de suivi concernant le sujet 9, "Lutte contre la manipulation des compétitions sportives provoquée par les paris non réglementés, la criminalité organisée et la corruption" »*¹.
4. L'implication croissante de l'UNESCO dans la lutte contre les atteintes à l'intégrité du sport s'est récemment confirmée lors la révision de la Charte internationale de l'éducation physique et du sport par le Conseil exécutif en avril 2015. Cette nouvelle version de la Charte sera soumise à la 38^e session de la Conférence Générale de l'UNESCO en novembre 2015 pour délibération et adoption². Dans cette perspective, la Charte internationale de l'éducation physique et du sport révisée comporte un article 10 dont le titre précise que « *la*

¹ CICEPS, Session plénière et réunion conjointe avec le Conseil consultatif permanent – CCP, UNESCO, 6-7 mars 2014, [Rapport final](#), pt. 53, p. 15.

² Voir [document 38C/47 de la Conférence générale de l'UNESCO](#).

sauvegarde et la promotion de l'intégrité et des valeurs éthiques de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport doivent être pour tous une préoccupation permanente ». Par ailleurs, elle stipule que « *des mesures efficaces doivent être prises pour encourager la coopération nationale et internationale contre la manipulation des compétitions sportives, et il convient d'apporter une réponse coordonnée à l'échelle mondiale qui soit conforme aux instruments internationaux pertinents* »³. Ainsi, différentes mesures prévues dans la Charte ont été préconisées afin que les Etats membres de l'UNESCO puissent instaurer des dispositifs visant à préserver l'intégrité des compétitions sportives et à lutter contre toutes formes de manipulation.

5. Dans cette perspective, les débats de la réunion ont eu lieu à Doha. L'ensemble des experts ont reconnu l'importance d'adopter une stratégie globale à travers des actions communes pour lutter plus efficacement contre les actes de manipulation des compétitions sportives.
6. La tenue de cette réunion internationale avait par ailleurs quatre principaux objectifs :
 - (i) dresser un état des lieux des mesures instaurées par les Etats membres de l'UNESCO depuis la Déclaration de Berlin dans le domaine de la lutte contre la manipulation des compétitions sportives ;
 - (ii) proposer des actions concrètes susceptibles d'être menées à court ou moyen terme afin notamment de faciliter une implication des Etats membres de l'UNESCO, notamment non européens ;
 - (iii) sensibiliser les pays sur les problématiques liées à la manipulation des compétitions sportives ainsi que sur leurs impacts sur l'ensemble des parties prenantes et notamment les autorités publiques, les régulateurs publics et privés, les représentants du mouvement sportif ainsi que les opérateurs publics et privés, les athlètes et les joueurs et ;
 - (iv) d'aider les autorités publiques à s'appuyer sur les standards minimums existants dans le domaine de la lutte contre la manipulation des compétitions sportives.
7. Afin de répondre à ces objectifs, un agenda a été établi comprenant quatre sessions de travail, où les experts ont été invités à proposer et à identifier des solutions dans les domaines suivants :
 - le dialogue et la coopération ;
 - l'échange d'information ;
 - les modèles de mobilisation de ressources ;
 - la prévention.
8. Ces quatre sessions de travail ont été précédées d'un état des lieux sur les législations nationales et internationales, afin que puisse être effectué un panorama des dispositifs juridiques existants en matière de manipulation des compétitions sportives ainsi qu'un aperçu des attentes des différentes parties prenantes.

³ Article 10.3.

9. Avant le début des débats, des messages ont été exprimés par M. Abdulrahman Mosallam Al-Dosari, Directeur des affaires sportives au sein du Ministère de la Jeunesse et des Sports du Qatar, M. Mohammed Hanzab, Président de l'ICSS, Mme Angela Melo, Directrice de l'éthique, de la jeunesse et des sports de l'UNESCO exprimant chacun leur satisfaction à participer à cette réunion internationale d'experts. Ils ont par ailleurs souligné l'importance d'identifier et de mener des actions concrètes dans le domaine de la lutte contre la manipulation des compétitions sportives au niveau national, régional et international. En effet, si les orateurs ont évoqué que des actions avaient déjà été menées par les Etats, il n'en demeure pas moins que de nouvelles mesures doivent être instaurées afin de lutter plus efficacement contre la manipulation des compétitions sportives. En outre, M. Mohammed Hanzab et Mme Angela Melo ont exprimé leurs souhaits de continuer leur coopération dans ce domaine.

Débat général : principaux points

10. **Lors de la session d'ouverture** relative à la législation, les participants ont entendu plusieurs présentations visant à faire un état des lieux des législations nationales depuis la publication de la Déclaration de Berlin en 2013. Cette première session s'est ouverte par une présentation du **Professeur Laurent Vidal de l'Université de la Sorbonne-Paris I, Directeur de la Chaire Ethique et intégrité du Sport, Sorbonne-ICSS**. Il a souligné les efforts qui ont été parcouru par les Etats membres de l'UNESCO mais également ceux qui restent à mettre en œuvre. M. Vidal a également mis en évidence les risques liés à la manipulation des compétitions sportives tels que l'addiction, les fraudes et le blanchiment d'argent ce qui a permis de comprendre davantage l'étendu des dangers. A travers sa présentation, M. Vidal a également permis de mettre en évidence une typologie des législations à travers sept critères. Enfin, sa présentation a éclairé les experts sur le fait que la politique des Etats membres de l'UNESCO pouvait être classée en trois groupes. Il y a d'un côté les Etats qui ont déjà une réglementation avancée en matière de lutte contre la manipulation des compétitions sportives. De l'autre, ceux qui sont actuellement en train d'améliorer leurs modèles ou de réfléchir à leurs améliorations par l'instauration d'un dispositif coercitif. Et enfin, certains Etats n'ont aucun instrument législatif permettant de lutter efficacement contre ces actes.
- Les experts ont également pu aborder la question des réglementations internationales par l'intervention de **M. Dmitri Vlassis, Chef de la branche corruption et du crime organisé à l'UNODC**. Il a évoqué le contenu des deux Conventions internationales des Nations Unies de 2004 relative à la lutte contre la corruption, d'une part et à la lutte contre la criminalité organisée, d'autre part. Ainsi, il a expliqué l'application des dispositions de ces deux textes aux actes de corruption sportive. M. Vlassis a également insisté sur la coopération étroite que doivent mener l'UNESCO et l'UNODC dans la lutte contre la manipulation des compétitions sportives. Ainsi, en fonction des compétences des institutions, une répartition des missions semble pouvoir se dessiner. En effet, l'UNODC dispose de compétences « en aval » de l'acte de manipulation des compétitions sportives

grâce au « volet répressif » des Conventions quand l'UNESCO interviendrait « en amont » de l'acte à travers l'instauration d'outils préventifs.

Enfin, cette première session a également permis aux experts de comprendre, à travers des exemples concrets, les mesures instaurées par certains Etats membres. Tout d'abord, **M. Kannan Gnanasighamani, Procureur adjoint à Singapour**, a insisté sur le fait que le trucage des matchs devait être intégré dans la notion de crime organisé. Il a également expliqué la stratégie de Singapour en matière de lutte contre la manipulation des compétitions sportives. Ainsi, la lutte contre ces actes est devenue une priorité depuis 2013. Singapour a instauré un cadre législatif légal important : définition large de la corruption, criminalisation des personnes privées et des personnes publiques, élargissement du Code pénal pour sanctionner les actes de manipulation des compétitions sportives, aspect extraterritorial de la loi. Par ailleurs, M. Kannan a formulé différentes propositions d'amélioration des dispositifs nationaux. A titre d'illustration, il propose que soient identifiés les risques avant chaque début de tournoi, qu'un profil de joueur à risque soit créé et que des procédures de transactions suspectes relatives aux paris soient mises en place.

Ensuite, **M. Michael Woodside, Responsable des politiques publiques à Sport New Zealand**, a rappelé l'importance du Sport en Nouvelle-Zélande. L'Etat investit 12.2 milliards de Dollars par an. Il a expliqué les lacunes de la législation et les mesures mises en place par le nouveau dispositif : instauration d'une unité indépendante sur l'intégrité des compétitions sportives ; création d'un groupe chargé de mener des réflexions sur les risques liés à la corruption et sur ceux relatifs aux actes de manipulation des compétitions sportives afin d'intégrer le trucage des matchs dans l'incrimination de corruption ; instauration d'une procédure de signalement. Cependant, l'efficacité de cette récente législation reste à mesurer.

Enfin, cette première session s'est terminée par une présentation de **M. Ralf Mutschke, Directeur de la sécurité à la FIFA**, afin d'informer les experts sur les attentes du mouvement sportif. A cet égard, il a rappelé la nécessité d'adopter une approche concertée par l'ensemble du mouvement sportif et de sanctionner avec plus de fermeté les actes de manipulation des compétitions sportives.

11. **La deuxième session** portait sur le dialogue et à la coopération. Elle a débuté par une présentation de **M. Javier Rodriguez-ten, Représentant du Conseil Supérieur du Sport espagnol** qui a expliqué la position du Conseil supérieur du Sport sur la nécessité d'instaurer des mesures afin de préserver l'intégrité des compétitions sportives. Il a insisté sur le rôle crucial du dialogue et de la coopération dans la coordination des politiques et de leur efficacité. M. Rodriguez a également décrit le dispositif espagnol en matière de lutte contre la manipulation des compétitions sportives. Il a tenu à évoquer le rôle précurseur de l'Espagne sur ce sujet qui a mis en place des sanctions en cas d'actes de corruption sportive.

M. Peter Naessens, Directeur juridique de la Commission des Jeux de Hasard de Belgique a expliqué aux experts le dispositif instauré par la Belgique pour lutter contre la manipulation des jeux en ligne truqués. Il a tenu à expliquer les écueils de son dispositif, afin de démontrer la nécessité d'instaurer un véritable dialogue et une coopération entre l'ensemble des parties prenantes.

Actuellement, une coopération a été instaurée entre la Commission des Jeux de Hasard de Belgique, les opérateurs de jeux et les autorités policières à travers notamment des procédures d'alerte. M. Naessens a également évoqué la future signature d'un accord entre les pays du BENELUX qui mettra en place une procédure d'échange d'information entre les régulateurs de jeu et les opérateurs ainsi qu'une procédure permettant de partager des informations considérées comme placées sous le secret professionnel.

La dernière présentation de cette deuxième session a permis de comprendre le rôle des médias dans la lutte contre la manipulation des compétitions sportives.

M. Andrew Moger, Directeur exécutif de News Media Coalition a expliqué le rôle des médias dans le dialogue et la coopération et leur importance sur la mise en lumière des actes de tricherie à travers la couverture des événements sportifs. Ils ont également un rôle d'information auprès des publics et peuvent servir de relais lors des enquêtes. Il a, à cet égard, insisté pour que l'indépendance des médias puissent être reconnue au motif qu'ils jouent un rôle important lors des investigations.

12. Cette deuxième session s'est poursuivie par une discussion durant laquelle les experts ont évoqué la nécessité d'améliorer le dialogue et la coopération entre l'ensemble des parties prenantes. Dans cette perspective, différentes actions ont été identifiées telles que :

- l'établissement d'une base de données recensant les experts et les institutions en charge des questions liées à la manipulation des compétitions sportives ;
- la mise en place de groupes d'experts régionaux afin de développer les coopérations au niveau régional ;
- l'établissement de groupes de travail régionaux.

13. **La troisième session** relative à l'échange d'information s'est ouverte par une présentation de **M. Stanislas Frossard, Secrétaire Exécutif de l'EPAS, Conseil de l'Europe**. M. Frossard a présenté la Convention du Conseil de l'Europe sur la manipulation des compétitions sportives. Il a insisté sur les mesures contenues dans ce texte en lien avec l'échange d'information. Dans cette perspective, la Convention contient des dispositions portant sur la création d'une plateforme nationale chargée de collecter des informations auprès des autorités publiques et privées. Il a rappelé l'importance d'échanger des informations pour lutter efficacement contre la manipulation des compétitions sportives ainsi que la nécessité pour les Etats européens et non européens de ratifier cette convention afin d'avoir une approche coordonnée dans ce secteur. Par ailleurs, M. Frossard a évoqué la publication prochaine d'un handbook relatif au partage d'information. Elaboré sous la coordination de l'Université de la Sorbonne, Paris I, il est financé par l'ICSS et soutenu par l'UNESCO. Ce handbook a pour objectif d'identifier les différents mécanismes existants en matière de partage d'information et de proposer des solutions pour en améliorer l'efficacité.

M. Dale Sheenan, Directeur du Développement des capacités à Interpol a soulevé les difficultés d'échanger les informations lorsque les données en cause sont des données à caractère personnel. Il a expliqué les freins rencontrés par

les autorités publiques lors des investigations. Il a démontré l'importance du rôle d'Interpol en matière de lutte contre la manipulation des compétitions sportives par l'instauration d'un réseau mondial d'échange d'information sécurisé. M. Sheenan a expliqué qu'Interpol est le point de contact auprès de 190 pays ce qui permet de faciliter la communication. Pour ce faire, une base de données unique a été créée afin de diminuer les obstacles juridiques et de faciliter l'application des lois sur le territoire de ces pays.

Cette troisième session s'est clôturée par une présentation de **M. Nick Tofiluk, Directeur exécutif de la Gambling Commission britannique**. Il a présenté le dispositif britannique qui a instauré la *Betting Intelligent Unit* chargé de détecter les actes de truchage en matière de paris sportifs. M. Tofiluk a expliqué que certaines données n'étaient pas de nature personnelle et pouvaient être échangées librement entre les autorités. Par ailleurs, il a expliqué l'importance de signer des accords de coopération sur ce sujet et de développer le dialogue entre les autorités publiques et privées.

14. Durant les débats, les experts ont évoqué la nécessité d'améliorer les mécanismes permettant d'échanger les informations entre les autorités publiques et privées. Dans cette perspective, différentes actions ont été identifiées telles que :

- la collecte des bonnes pratiques et des outils mis en place au niveau national ;
- la rédaction d'un document type permettant l'échange d'information entre les autorités publiques ;
- la rédaction d'un document recensant les informations susceptibles d'être échangées.

15. **M. Stuart Page, Directeur de la coordination et des politiques publiques à l'ICSS** a clôturé cette première journée de réunion en rappelant les principaux points relevés par les différents intervenants et experts. M. Page a insisté sur la volonté des experts de travailler de manière concertée afin de proposer des solutions concrètes permettant d'améliorer le dialogue, la coopération et l'échange d'information entre l'ensemble des parties prenantes.

16. La seconde journée de réunion a débuté par l'ouverture de la **quatrième session** relative aux modèles de ressources permettant de mobiliser les ressources requises pour lutter contre la manipulation des compétitions sportives.

M. Thierry Pujol, Directeur des risques et de la sécurité à La Française des Jeux a expliqué le modèle instauré par la loi française relative à l'ouverture des jeux d'argent en ligne à la concurrence. Il a indiqué que le dispositif français avait instauré une redevance correspondant à 1% des mises perçues par l'opérateur de jeux dont le montant est reversé aux fédérations sportives afin de les aider dans le financement de mécanismes permettant d'assurer l'intégrité et la transparence des opérations de paris sportifs. M. Pujol a expliqué qu'une partie du montant redistribué pourrait financer la plateforme nationale telle que demandé par le Conseil de l'Europe. Il a étendu ce raisonnement au financement

d'une plateforme internationale en expliquant que le montant prélevé sur tous les paris sportifs en ligne pouvait financer à la fois les plateformes nationales et une plateforme internationale.

M. Antonio Costanzo, Directeur de l'intégrité de Bwin et représentant des associations EGBA, ESSA et RGA a quant à lui énoncé que 20 millions de dollars par an étaient consacrés à la protection de l'intégrité du sport. Cependant, selon lui, la lutte contre la manipulation des compétitions sportives doit se fonder sur une contribution active de l'ensemble des parties prenantes et ne doit donc pas porter uniquement sur les opérateurs de jeux. Il vise à cet égard les sponsors qui sont les premiers bénéficiaires des revenus générés par les compétitions sportives. Cette troisième session s'est clôturée par la présentation de **M. Gilles Klein de World Sport Alliance** qui a souligné que le financement de la lutte contre la manipulation des compétitions sportives devrait se faire au travers des partenariats public-privé (PPP). Lors de sa présentation il a fait une analyse par analogie des PPP conclues en matière d'énergie et de biodiversité et les a étendu à l'activité sportive.

17. Durant les débats, les experts ont évoqué les différentes modalités pour mobiliser les ressources afin de lutter contre la manipulation des compétitions sportives. Différentes actions ont ainsi pu être identifiées telles que :

- la rédaction d'un document type concernant la mobilisation des ressources pour les plateformes nationales et la coopération internationale ;
- l'établissement d'un état des lieux des modèles de financement existants dans les pays de l'OCDE ;
- l'établissement d'un état des lieux des modèles de financement existants en matière d'intégrité du sport ;
- l'élaboration d'une fiche, comprenant les faits, des chiffres et des infographiques relatifs aux matchs fixing, destinée à mobiliser des partenaires.

18. Enfin, la dernière session était consacrée au sujet de la prévention. Au cours de cette session trois présentations ont été effectuées. Tout d'abord, **M. Michael Pedersen de Change the Game** a démontré le lien existant entre les mécanismes de prévention et la gouvernance. Pour M. Pedersen, les parties prenantes doivent mettre en place une politique spécifique prenant en compte les particularismes du sport. Ainsi, il propose l'instauration de mécanismes de communications des politiques ; une formation régulière des athlètes et l'instauration d'une plateforme d'information indépendante. Par ailleurs, M. Pedersen a soulevé toute une typologie de questions dont les réponses sont considérées comme prioritaires.

Cette présentation a été suivie par **le Professeur Nicole Bryan de l'Université de Rutgers**. Mme Bryan a expliqué que les mesures instaurées en matière de prévention ne seraient être efficaces sans une prise en compte globale des questions liées au sport. Selon elle, les mesures proposées ne doivent pas être compartimentées en fonction de l'atteinte à l'intégrité des compétitions sportives mais intégrées dans un contexte cohérent des différentes dimensions de l'intégrité du sport.

Enfin, **M. Jun Kubota du Conseil du Sport du Japon** a expliqué le contenu du dispositif japonais en matière de lutte contre la manipulation des compétitions sportives ainsi que l'importance du rôle du Conseil du Sport dans ce domaine. A titre d'illustration, M. Kubota a expliqué les mesures instaurées par le Conseil dans la perspective de faciliter la coopération internationale dans le domaine du sport. Ainsi, le Conseil a mis en place des programmes spécifiques dans la perspective de l'organisation des Jeux de Tokyo en 2020. Par ailleurs, en 2014, il a été créé une unité dédiée aux questions de l'intégrité du sport dont le rôle est d'agir dans les domaines de la lutte contre le dopage, du harcèlement et de la bonne gouvernance dans le sport. Ainsi, cette unité assure un suivi des mesures instaurées pour protéger l'intégrité du sport.

19. Durant les débats, les experts ont évoqué une large panoplie de mesures préventives. Différentes actions ont été identifiées telles que :
- le développement de matériels de formation à destination des athlètes et de leur entourage ;
 - la compilation des pratiques et outils existants en matière de prévention ;
 - l'organisation de réunions avec les représentants du mouvement sportif au sujet de la protection des donneurs d'alerte.
20. Cette journée de débats s'est poursuivie par une session spéciale destinée à déterminer les actions prioritaires parmi les actions identifiées tout le long de ces deux jours de réunion dans les quatre domaines d'actions : le dialogue et la coopération, l'échange d'information, les modèles de ressources et la prévention. Cependant, au regard du nombre important d'actions identifiées et de la complexité de la tâche, il a été difficile d'identifier une ou deux actions prioritaires. Dès lors, il a été convenu par les experts qu'un tableau ([Annexe 2](#)) récapitulant l'ensemble des actions identifiées au cours de cette réunion leur serait envoyé après la réunion afin qu'ils puissent chacun leur tour prioriser les actions.

Clôture

21. Ces deux jours de réunion se sont clôturés par deux discours. Tout d'abord, **Mme Melo** a salué la qualité des interventions. Elle a insisté sur la nécessité d'identifier rapidement les actions prioritaires, afin que les réflexions menées soient suivies d'effet. **M. Arnaldo Rivero Fuxa, Président du CIGEPS**, a quant à lui, insisté sur le fait que les contributions des différents experts étaient une aide précieuse dans le suivi de la Déclaration de Berlin sur le sujet de la lutte contre la manipulation des compétitions sportives.

Différents éléments ont été mis en lumière lors de ses propos conclusifs.

Ainsi, en matière de législation, M. Fuxa a expliqué que les Etats devaient s'appuyer sur les textes législatifs existants tels que la Convention Internationale de l'UNESCO contre le dopage dans le sport de 2005 et la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la manipulation des compétitions sportives de 2014, afin d'améliorer leurs dispositifs. Par ailleurs, en matière de prévention, M. Fuxa a mis en avant que la prévention était essentielle dans la lutte contre la manipulation des compétitions sportives. A cet égard, il préconise une coopération renforcée, notamment au plan international, entre l'ensemble des

institutions en charge du sport. Par ailleurs, aux cours de ses propos conclusifs, M. Fuxa a également formulé de nombreuses propositions d'actions qu'il considère comme nécessaire dans la lutte contre la manipulation des compétitions sportives telles que l'élaboration d'un manuel de prévention en multilingues et la promotion de la recherche en matière de prévention.

ANNEXE

AGENDA

Wednesday 16 September 2015

8h30. Welcome

9h. Opening Speeches

9h30 – 10H30: EVENT n° 1: LEGISLATION.

9H30 – 9h45. Presentation on national legislation since MINEPS V. What is the current state of affairs? *Laurent Vidal, Chair Sorbonne-ICSS Research Programme on Sports Ethics and Integrity, France*

9h45 – 10h. Case study: Progress in the fight against match-fixing – The perspective of countries, the example of New Zealand, *Michael Woodside, Manager Policy, Public Affairs, Sport New Zealand*

10h – 10h15. Singapore's efforts in tackling match-fixing – Successes & Challenges, *Gnanasighamani Kannan, Senior Deputy Public Prosecutor, Attorney General's Chamber, Singapore*

10h15 – 10h30. Legislative measures required by law enforcement, *Dmitri Vlassis, Chief of Corruption and Economic Crime Branch, UNODC*

10h30 – 10h45. Case study: Progress in the fight against the manipulation of sport competitions – the perspective of the sport movement, *Ralf Mutschke, Director of Security, FIFA*

10H45 – 11H. Coffee break

11h – 13h15. EVENT n° 2: DIALOGUE AND COOPERATION

Introductory presentations:

11h – 11h15. The position of the Consejo Superior de Deportes about the necessity to create the measures to preserve the sport competitions of match-fixing, *Javier Rodriguez-Ten, Advisor to Miguel Cardenal, President of the High Council for Sport of Spain*

11h15 – 11h30. Example of a European MOU, *Peter Naessens, Head of the Secretariat, Belgian Gaming Commission*

11h30 – 11h45. The role of the media in the fight against 'match-fixing', *Andrew Moger, Executive Director, News Media Coalition*

11h45 – 13H15. Plenary Discussion: How should national platforms be implemented at country-level: specificities and communalities

13H30 – 15h. Lunch

15h – 17h: EVENT n° 3: INFORMATION EXCHANGE

Introductory presentations:

15h – 15h15. Presentation of the Convention on the Manipulation of Sports Competitions, *Stanislas Frossard, Executive Secretary of the Enlarged Partial Agreement on Sport (EPAS), Council of Europe*

15h15 – 15h30. Difficulties linked to data exchange during an investigation/prosecution, *Dale Sheehan, Director of Capacity Building and Training, Interpol*

15h30 – 15h45. Case study: "Be careful what you wish for: if the information is exchanged, recipients need to be equipped to deal with it", *Nick Tofiluk, Executive Director, Regulatory Operations, Gambling Commission, UK.*

15h45 – 17h. Plenary Discussion: What are the most pragmatic solutions for information exchange at national and international levels?

17h – 17h30. Conclusions of the Day

19h30. Gala Dinner

"I gambled my career and lost everything": Tony Kelly, former professional footballer, will be talking to us about his path through gambling addiction.

Thursday 17 September 2015

9h – 10H45. EVENT n° 4: RESOURCING MODELS

Introductory presentations:

9h – 9h15. Necessity and possibility of financing the platforms, *Thierry Pujol, Director of Risk Management and Security, La Française des Jeux*

9h15 – 9h30. Position of the three trade bodies of the private sports betting industry, *Antonio Costanzo EGBA, RGA and ESSA*

9h30 – 9h45. A global initiative for a sustainable financing of Youth sport: To build bridges, *Gilles Klein, World Sport Alliance*

9h45 – 10h45. Plenary Discussion: how can the different stakeholders in the fight against match-fixing be resourced effectively?

10h45 – 11h. Coffee Break

11h – 13h. EVENT n°5: PREVENTION

Introductory presentations:

11H – 11H15. Handling the prevention of “match-fixing” as a sport governance issue, *Michael Pedersen, Change the Game*

11H15 – 11H30. Comprehensive Sport Integrity Education Program, *Prof Nicole Bryan, Rutgers University*

11H30 – 11H45. National Platforms: inception, successes and challenges, *Mr Jun Kubota, Japan Sport Council*

11h45 – 12H45. Plenary Discussion: How can the impact of prevention initiatives be enhanced?

12h45 – 13h45. Lunch

13h45 – 15H. PRIORITISING ACTIONS

Which actions are most important at the international level? What are commitments by participants with respect to the identified actions?

15H – 15H30. Closing Remarks. *Arnaldo Rivero Fuxá, Chair of the Intergovernmental Committee for Physical Education and Sport of UNESCO (CIGEPS).*

15H30 – 16h00. Closing Speeches

16h00. End of Meeting

**FOLLOW-UP MEETING
OF THE
FIFTH INTERNATIONAL CONFERENCE OF MINISTERS AND SENIOR OFFICIALS RESPONSIBLE FOR PHYSICAL
EDUCATION AND SPORT
(MINEPS V)**

**INTERNATIONAL EXPERTS MEETING ON THE FIGHT AGAINST THE MANIPULATION ON SPORTS
COMPETITIONS**

Doha, Qatar, 16 and 17 September 2015

PRIORITISING ACTIONS

<u>ACTION POINT</u>	<u>PRIORITY LEVEL</u> 1.non-priority 2.low priority 3.medium priority 4.high priority	<u>COMMENTS</u>
<u>1. LEGISLATION</u>		
1.1. Model legislative provisions (UNODC-IOC 2016)	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
1.2. Guidance notes on how to apply the model legislative provisions	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
1.3. Study on appropriate use of Conventions addressing corruption and transnational organised crime as models for harmonised national legislation and tools for transnational cooperation	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
1.4. Develop tool allowing States to identify legislative gaps and solutions with respect to the CoE Convention.	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
1.5. Best practices for the protection of whistleblowers and witnesses	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input checked="" type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
1.6. Compendium on specific criminal sanctions used for match-fixing	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	

1.7. Promote the Council of Europe Convention beyond Europe: twinning between “mature countries and new commons” for sharing experience	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
1.8. Assess technical and political obstacles for non-EU countries/ new commons	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
<u>2. DIALOGUE AND COOPERATION</u>		
2.1. Establish database of expert contacts and leading institutions	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
2.2. Establish regional expert groups for regional collaboration	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
2.3. Establishment regional Working Groups	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
2.4. Virtual community: Create of a global platform for information exchange	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
2.5. Paper on model bilateral agreements / models of clearly structured cooperation agreements	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
2.6. Inventory of the different mechanisms/ good practices for dialogue and cooperation (who dialogues with whom about what? how?)	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
2.7. Proposition paper on the possibility of incorporating manipulation of sports competitions within other existing integrity frameworks	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	

2.8. Paper on quantifying the risks for each stakeholder	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
2.9. Feasibility study on the creation of national and international platforms (costs, scope, mandate)	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
2.10. Facts and figures sheet raising awareness about the nature and the scope of the issue among key audiences (journalists, public authorities, etc.)	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
2.11. Research on gambling addictions of athletes and the increase in vulnerability to match-fixing	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
<u>3. INFORMATION EXCHANGE</u>		
3.1. Good practices collection of practical procedural rules	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
3.2. Paper on the structure of information exchange (bilateral / multilateral)	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
3.3. Develop models for information exchange between legislation, execution, jurisdiction	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
3.4. Paper on the centralization of all national betting data	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
<u>4. RESOURCING MODELS</u>		

4.1. Proposition paper for funding national and international platforms through taxation/commercial contributions (including capacity building)	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
4.2. Compendium of national resourcing approaches in OECD countries	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
4.3. Paper on financing models (who gives money, who manages it, how to distribute it, how to prioritize it?)	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
5. PREVENTION		
5.1. Paper on understanding the path to match-fixing: who got involved and why?	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
5.2. Report on modalities of reporting on suspicious betting	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
5.3. Compilation of best practices of prevention initiatives and materials	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
5.4. Develop training material for sport officials, entourage and athletes	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
5.5. Development of a research fund	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
5.6. Meeting with athlete representatives on prevention, whistle-blowing	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
5.7. Research on lessons learnt from fight against anti-doping-homophobia-racism (behavior change)	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	

5.8. Develop a prevention manual that can be published in several languages	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
5.9. Conceive audiovisual on the subject	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
5.10. Develop educational programmes and promote research on this subject	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
5.11. Use social networks for preventive and educational messages	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
5.12. Invite universities and institutions that form teachers of physical education and sports to include contents of this subject in their curricula	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
6. OTHER TOOLS		
6.1. Typology and risks matrix of sports bets	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
6.2. Create an international database with cases of match-fixing	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	
6.3. Coordinate meetings at international level with sports federations to promote joint actions with the IOC, ANOC and the International Sports Federations	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4	